

7^e réunion du groupe de travail sur la réforme de la police

27 juillet 2020

Participants

Membres du groupe de travail :

Brandi Fisher, Joy LeViere, Bobbi Watt Geer, Dr Quintin Bullock (coprésident), Angela Reynolds, David Harris, Nathaniel Yap, Patricia Leftwich, Richard Garland, Sharon Werner, Sylvia Fields (par téléphone), Valerie McDonald Roberts (coprésidente), Tim Stevens, Tony Beltran, Amanda Green-Hawkins

Invités : Kathi Elliot (PDG de Gwen's Girls et fondatrice de Black Girls Equity Alliance), Sara Goodkind (professeure associée, École de travail social [SSW], université de Pittsburgh), Ghadah Makoshi (porte-parole communautaire sur la police scolaire, Union américaine pour les libertés civiles de Pennsylvanie), pasteur Darnell Drewery (porte-parole de la communauté)

Personnel : William Lamar, Hersh Merenstein (coordinateur des relations communautaires avec l'administration locale), Lindsay Powell (directrice de cabinet adjoint), Alaa Mohamed (coordinateur des politiques), Rebecca Glickman (stagiaire)

Présentation

- Gwen's Girls (Gwendolyn J. Elliot Institute)
 - o 2016 : l'appel à l'action a créé quatre groupes de travail sur des domaines précis concernant le pipeline école-prison

- Black Girls Equity Alliance
 - o Groupe de travail sur la justice pour mineurs
 - ♣ Coorganisateur : Kim Booth (responsable adjointe de la probation pour mineurs), Sara Goodkind (docteure, université de Pittsburgh, SSW)
 - ♣ Réduire les taux de renvoi des jeunes filles noires en collaborant avec les forces de l'ordre locales, les programmes de déjudiciarisation locaux, les membres de la communauté et les décideurs
 - ♣ Les changements de politique préconisés pour les jeunes filles noires toucheront finalement tous les jeunes

 - o Examen des données (Sara Goodkind, docteure)
 - ♣ Les États-Unis envoient les jeunes vers le système judiciaire pour mineurs dans des proportions beaucoup plus élevées que tout autre pays, en grande partie du fait d'un racisme institutionnalisé

 - ♣ Taux de renvoi du comté d'Allegheny vers la justice pour mineurs (JPO)
 - Les jeunes garçons noirs à un taux 7 fois supérieur à celui des jeunes garçons blancs

- Les jeunes filles noires à un taux 11 fois supérieur à celui des jeunes filles blanches
- Cela ne s'explique pas par des différences de comportement, ces populations ayant la même consommation de drogues

♣ Tendances des arrestations de mineurs dans la politique municipale en 2019

- Environ la moitié des arrestations de jeunes filles et de jeunes garçons noirs par la police des écoles publiques de Pittsburgh (PPS) sont pour trouble à l'ordre public
- 87,5 % des arrestations de jeunes effectuées par la police municipale concernaient des jeunes noirs, bien qu'ils représentent 40 % de la population de Pittsburgh

o Procès-verbaux sommaires (GhadahMakoshi)

- ♣ Les jeunes auteurs d'infractions criminelles sont traités comme des adultes et ne bénéficient d'aucune assistance juridique
- ♣ Ils sont généralement sanctionnés par des amendes, le non-paiement de celles-ci entraîne un renvoi devant la justice pour mineurs (cela représente 1/3 de tous les renvois)
- ♣ 86 % des accusations de trouble à l'ordre public ont été émises à l'encontre de jeunes noirs
- ♣ Recommandation : instaurer un moratoire sur la délivrance de procès-verbaux sommaires aux jeunes

o Protocole d'accord entre le district des PPS et la police municipale

- ♣ La loi de l'État de Pennsylvanie exige que tous les districts scolaires aient un protocole d'accord avec les forces de l'ordre
- ♣ Le projet de mai 2020 propose d'ajouter 7 nouvelles infractions qui ne sont pas requises par la loi de l'État
- ♣ Recommandation : mettre en place un programme de déjudiciarisation avant l'arrestation
- Ex. : Philadelphie
- o La première année, les arrestations ont chuté de plus de 50 %

Questions et réponses

- D'où viennent les agents des PPS ? Que couvre le protocole d'accord ?
- o Ce sont des policiers (ils ont la même formation), mais ils sont sous la seule juridiction du district scolaire
- o Le protocole d'accord définit ce que la police municipale peut faire sur les terrains scolaires, quand elle doit intervenir afin d'arrêter un élève
- Chaque district scolaire doit-il rédiger un rapport sur la sécurité des écoles ? Qu'en est-il des autres programmes de déjudiciarisation déjà mis en place à Pittsburgh ?
- o À Pittsburgh, d'autres programmes de déjudiciarisation participent à cette collaboration, sans essayer de reproduire ce qui est déjà bien fait
- o Le PPS dispose de dossiers, mais les données sont seulement collectées sous la forme de chiffres bruts

(inutilisables, non catégorisées)

♣ Ils cherchent un chercheur pour examiner ces données et élaborer un rapport à partir de celles-ci

• Souhaitons-nous que la police des PPS se charge des choses sérieuses ? Souhaitons-nous qu'elle soit remplacée par la police municipale une fois abolie ? Dans quelle mesure la police est-elle appelée pour des problèmes réellement graves ?

o Ce sont les enseignants qui sont à l'origine de ces appels, ils ont tendance à trop facilement appeler la police

♣ Les gens utilisent les outils à leur disposition, nous devons rendre d'autres ressources disponibles afin d'offrir une alternative

o Le ministère de l'Éducation de Pennsylvanie suit certaines de ces informations (arrestations, etc.), le DHS dispose de données sur les écoles qui appellent le plus

o Les agents employés par la police municipale seraient les mêmes, sinon pires, en cas de substitution

• Pourriez-vous fournir des informations générales sur la façon dont ces échanges se sont déroulés avec le conseil scolaire des SPP, etc.? Quelles sont leurs réserves ?

o Certains enseignants veulent que la police intervienne quoi qu'il arrive, certains acceptent de se passer de la police si une alternative est mise en place

o 5 des 9 membres du conseil scolaire ne souhaitent pas céder, ils ne se débarrasseront probablement pas de la police scolaire cette année

o Entre-temps, il nous faut trouver un terrain d'entente, peut-être en réformant les rôles de la police scolaire, en définissant son objectif

• Qui demande les 7 ajouts au protocole d'accords ?

o Tout dépend de la personne à qui vous posez la question. Beaucoup disent que cela vient de la police municipale. Celle-ci répond qu'elle n'est pas sûre.

• Des efforts seront-ils déployés pour collaborer avec les organismes de santé de Pittsburgh afin de faire face aux problèmes de santé mentale ? Y aura-t-il une recommandation pour une clinique de santé scolaire ?

o Une recommandation spécifique concernant une clinique n'a pas été faite, mais d'autres soutiens ont été évoqués

o Nous devons réunir toutes sortes de groupes autour de la table (protection de l'enfance, probation, etc.)

o L'UPMC propose déjà des programmes sur la santé mentale dans le cadre des PPS, nous devons faire un meilleur usage des travailleurs sociaux

• Y a-t-il eu une implication des parents ? Quelle est leur réponse ?

• Pourquoi n'y a-t-il pas eu de protocole d'accord depuis dix ans ? Nous devons faire pression afin que ce point soit clarifié...

- o Le district scolaire n'était plus conforme
- o Le PBP et le conseil scolaire doivent accepter de faire ce travail
- ♣ Nous devons faire pression pour que la police municipale accepte de supprimer l'ajout des 7 nouvelles infractions

- Si vous retirez quelque chose, vous devez ajouter autre chose. Avez-vous discuté avec les travailleurs sociaux en poste de l'extension de leur responsabilité ? Ou cherchez-vous à embaucher des personnes qui seraient davantage des médiateurs (entre un travailleur social et un agent de police) ?
- o Ce ne seront pas obligatoirement des médiateurs qualifiés, mais plutôt des entraîneurs, d'autres membres de la communauté, etc., des personnes ayant une influence sur les élèves ; nous devons ajouter ces personnes à l'équation
- ♣ Il existe un modèle de médiateur à Brashear. Le problème est qu'il n'est pas utilisé dans l'ensemble du district, toutes les ressources n'étant pas prises en compte.

Pasteur Darnell Drewery

- Spécialiste communautaire principal au Centre pour les victimes
- L'objectif est d'intégrer le leadership de toutes les confessions à cet échange ; les former sur les types de traumatismes
- o Volonté d'aborder non seulement les droits légaux, mais aussi les droits moraux
- o Il espère que les groupes confessionnels soient intégrés à cette conversation et non omis
- Questions
- o Quelle relation ces groupes confessionnels entretiennent-ils avec le PBP ? Quel rôle la communauté religieuse a-t-elle joué dans les événements récents ?
- ♣ Le rôle a été la médiation entre la communauté et la police, comment peuvent-ils désamorcer et fournir un espace neutre à la population
- ♣ J'ai rencontré le révérend Cornell Jones et le GVI, ainsi que le chef et les officiers de police
- o L'église a-t-elle toujours le même impact même si moins de jeunes la fréquentent ?
- ♣ Recommandation (de Tim Stevens) : créer une équipe de désescalade basée sur la foi en partenariat avec la police de Pittsburgh
- Cette initiative recueillerait probablement le soutien de la communauté de croyants (M. Drewery contactera le rabbin Ron Simmons)

- o La police des PPS a-t-elle suivi le type de formation sur le traumatisme que vous mentionnez ?
- ♣ Non, mais c'est nécessaire
- ♣ Nous devons penser au traumatisme et au SSPT au niveau des enfants et de l'école

Observations finales/mises à jour du sous-comité

- Tim : présentation spéciale mercredi (à 11 h ou 16 h) avec le commandant Jason Landeau sur la formation au

recrutement, etc.

o Merci à Maureen Hartwell d'avoir rédigé le procès-verbal du comité

- David : aucune personne de la communauté LGBTQ n'a été interrogée pour s'exprimer
- Bobbi: le comité de responsabilité et de transparence se réunira demain à 8 h 30
- Rappel : les animateurs de comité sont responsables de la planification de leurs propres réunions de comité o il est nécessaire de communiquer avec le personnel s'ils souhaitent que la stagiaire rédige le procès-verbal de la réunion
- Amanda : le comité en charge des relations avec le FOP tiendra une première réunion demain à 14 h
- Angela : a eu une réunion très instructive avec Laura Drogowski et Lindsay Powell, cela a contribué à éclairer les recommandations, rencontre ce vendredi avec le DHS
- La semaine prochaine, nous nous concentrerons sur les interactions de la police avec les personnes en situation de handicap (présentation de 20 minutes)